



CSA SD créations/suppressions du 8 mars 2024

Madame la Directrice Académique,

Monsieur le Secrétaire Général,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD,

On nous annonçait un « choc des savoirs ». On nous annonçait une « priorité à l'Éducation ». Mais, les principales mesures actées au plan national se déclinent désormais localement et, en Dordogne comme ailleurs, elles vont à nouveau fragiliser notre système éducatif et dégrader les conditions de travail des personnels. À l'évidence, notre nouvelle ministre pourra continuer de légitimer le contournement de la carte scolaire, continuer de dénoncer les fragilités de l'École de la République, en feignant d'ignorer que c'est là le résultat de la politique éducative menée depuis bientôt 7 ans.

En effet, cette année encore, la Dordogne sera sévèrement touchée par les suppressions de postes, on subit réellement une perte de vitesse.

Nous vous alertions, Mme l'inspectrice d'académie sur le champ des possibles quant à la création des groupes de niveaux Aujourd'hui un pas de côté semble être fait par le Ministère puisque Madame Belloubet lors de son interview hier midi sur France Info rappelle l'autonomie des établissements sur l'élaboration et l'organisation des emplois du temps. Elle ne prononce d'ailleurs même plus le mot qui fâche « groupes de niveaux » mais évoque désormais des groupes de besoins. L'UNSA Éducation s'est opposée dès les premières annonces de Gabriel Attal en décembre 2023 aux différentes mesures du « choc des savoirs ». Cette bourrasque conservatrice sur la politique éducative de la France ne nous convenait en aucun cas.

L'UNSA Éducation se félicite de ce recul qui était inévitable. Parce que l'opposition des personnels était manifeste, c'est un succès pour la mobilisation des professionnels de l'éducation qui ont leur mot à dire sur l'organisation du système éducatif. La confiance aux équipes locales est indispensable.

L'UNSA Éducation fait la preuve que son action syndicale est utile. Ses multiples alertes à la fois sur le risque de tri social des élèves et sur l'impact délétère des mesures annoncées, en matière de conditions de travail des personnels, de surcharge des effectifs des classes, de prise en compte de l'inclusion, de souplesse des emplois du temps, ont été entendues. Notre fédération sera attentive pour que l'abandon de la notion de groupes de niveaux dans les textes réglementaires soit bien prise en compte sur les territoires. Nous serons attentifs également sur les conséquences et les détails des organisations en groupe qui seront mises en œuvre.

Il ne faut pas négliger le poids de l'insuffisance des moyens alloués dans ce rétropédalage. Dans ce contexte, on peine à se réjouir de la création de 2 ULIS collège. Créer des structures ne suffit pas. Encore faut-il faire en sorte de ne pas dégrader l'environnement dans lequel on les établit. Pour l'Unsa-Éducation, il est urgent de mettre à plat le fonctionnement de l'École inclusive et de se donner les moyens de répondre effectivement et pleinement aux besoins, sans nier les difficultés croissantes de la communauté éducative, sans les accroître par ailleurs. Fragiliser le collège et les personnels qui accueillent les ULIS, c'est se contenter de faire une politique d'affichage, c'est faire de l'inclusion un simple slogan. En début d'année, nous nous inquiétions déjà de la baisse des effectifs en 6^{ème} SEGPA, vous nous répondiez que la 6^{ème} n'était qu'une pré orientation et qu'il n'y avait aucune volonté départementale de détruire les SEGPA, au contraire puisqu'on a assisté à la création de DACS à la rentrée 2023. C'est pourtant 4 suppressions de postes à venir.

Donner la priorité à l'Éducation, ce n'est pas supprimer des postes de titulaires ; ce n'est pas précariser toujours davantage nos métiers. Ce n'est pas tourner le dos à ses personnels. Cette année encore, c'est pourtant ce choix qui est opéré. C'est un pas supplémentaire vers un service public d'Éducation dégradé et ce n'est malheureusement pas nouveau.

S'engager ouvertement vers un projet d'École élitiste, c'est bien cela qui se cache sous la formule du « choc des savoirs », un patchwork de mesures annoncées en réponse aux résultats PISA 2023. On apprécie, dans la démarche, la validation à peine implicite de l'échec de M. Blanquer et de la politique menée depuis 2017.

Des manuels labellisés et obligatoires, pour porter la bonne parole pédagogique et didactique, dans une logique de standardisation quelque peu absurde. Le Diplôme National du Brevet qui deviendrait ce qu'il n'a jamais été : un sésame pour accéder au lycée, en enterrant au passage le socle commun de compétences. L'uniforme et le SNU : aussi stupides et couteux l'un que l'autre, étrangers à notre tradition, mais faisant écho aux aspirations d'une partie de la France vieillissante soucieuse de mettre au pas la jeunesse. Rien de tout cela n'existait pourtant il y a 30 ans, quand le niveau était supposé ne pas encore s'être effondré. Rien de tout cela n'aura d'effet positif sur les apprentissages, rien de tout cela ne bénéficiera aux élèves les plus fragiles. Pas plus que les groupes de niveaux, l'aménagement des horaires des élèves ou le retour en grâce du redoublement. Les ministres présentent ces mesures comme la solution pour faire réussir tous les élèves. Le cynisme atteint des sommets ! Les sciences de l'Éducation et les études sociologiques attestent en effet que les élèves de notre École ont besoin d'hétérogénéité et de mixité sociale, et que l'estime de soi est un élément clé de la réussite. On sait pertinemment que ces mesures vont creuser des inégalités entre les élèves, lesquelles constituent déjà le principal point faible de notre système éducatif. Il n'est pas impossible, en outre, qu'elles génèrent davantage de harcèlement. L'UNSA-ÉDUCATION rappelle avec force son opposition à ces dispositifs. Plutôt que de travailler à une réelle mixité sociale en demandant des comptes au privé sous contrat, l'État fait le choix de maximiser une ségrégation interne aux collèges. Ce n'est pas acceptable.

En Dordogne, la préparation de la rentrée dans le 2nd degré se fait sur la base de la suppression de 19 postes mais après étude des documents c'est bien 34 postes qui seront supprimés pour

permettre les 15 créations nécessaires. Les personnels vont être dans l'obligation de faire toujours plus avec moins et d'accepter des heures supplémentaires, afin que les conditions d'apprentissage des élèves soient « optimales » au détriment de leurs conditions de travail.

On sait que vous y êtes sensibles mais rappelons toute l'attention qui doit être nécessaire pour les établissements ruraux, pour qu'ils aient accès aux mêmes ouvertures culturelles, sportives, artistiques...car tout coûte cher quand on vient de Dordogne et qu'on souhaite accéder à certains endroits. Et cela ne dépend pas uniquement de la politique d'encadrement. On s'inquiète par ailleurs de voir autant de postes vacants en arts plastiques, les collèges ruraux n'attirent toujours pas. Comment expliquer également qu'il y ait autant de postes vacants en Eco gestion à Laure Gatet ? Que dire des suppressions de postes en technologie, certes la plupart sont vacants mais vous le savez nous sommes pour le retour de la techno en 6^{ème} et il est nécessaire de réattirer et recruter des enseignants sur cette matière. Sinon, comment attirer en STI2D ?

L'éducation nécessite consultation, temps longs et réflexion, elle ne doit pas vivre au rythme des médias et des effets d'annonce de nos gouvernants. Le refus de prendre à leur juste mesure les défis éducatifs pédagogiques, les carences du système en matière d'attractivité et de formation ne se concrétise que par des réponses qui sont loin d'être satisfaisantes. Les moyens nécessaires à l'accompagnement des élèves qui en ont le plus besoin ne sont pas au rendez-vous et les choix unilatéraux se font à rebours des constats des besoins de notre système éducatif.

Alors qu'une vision d'ensemble et de la stabilité seraient nécessaires, le Président et le ministère vont créer bien inutilement des tensions sans apporter de solutions aux vrais problèmes de l'École, pire en les aggravant par les coupes budgétaires annoncées. Un état critique a été atteint.

Madame l'inspectrice d'académie, en Dordogne comme ailleurs, 2024 ne s'annonce pas comme une bonne année pour l'École Publique, pour ses élèves et pour ses personnels. On prétend « réarmer l'Éducation » ? On se flatte d'une École « Terre des Possibles » ? On vise « l'épanouissement républicain » ? L'Unsa-Éducation affirme qu'il y a urgence à remplir ces formules de marketing creuses avec du concret : il faut créer des postes ; répondre au défi de l'attractivité, notamment par une réelle revalorisation et, enfin, mettre en œuvre une véritable mixité sociale, en cessant de financer un privé sous contrat dont l'existence dessert l'intérêt général.

Merci pour votre attention.

Les représentants des personnels de l'UNSA Education.

